

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

24 février 2014

PROPOSITION DE DÉCLARATION

de révision de la Constitution

(déposée par Mme Barbara Pas,
M. Gerolf Annemans et
Mme Rita De Bont)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

24 februari 2014

VOORSTEL VAN VERKLARING

tot herziening van de Grondwet

(ingediend door mevrouw Barbara Pas,
de heer Gerolf Annemans en
mevrouw Rita De Bont)

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	:	Parti Socialiste
MR	:	Mouvement Réformateur
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams
sp.a	:	socialistische partij anders
Ecolo-Groen	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten
VB	:	Vlaams Belang
cdH	:	centre démocrate Humaniste
FDF	:	Fédéralistes Démocrates Francophones
LDD	:	Lijst Dedecker
MLD	:	Mouvement pour la Liberté et la Démocratie
INDEP-ONAFH	:	Indépendant-Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkortingen bij de nummering van de publicaties:	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV:	Compte Rendu Analytique	CRABV:	Beknopt Verslag
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het de definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants	Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
Commandes: Place de la Nation 2 1008 Bruxelles Tél. : 02/ 549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.lachambre.be courriel : publications@lachambre.be	Bestellingen: Natieplein 2 1008 Brussel Tel. : 02/ 549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.dekamer.be e-mail : publicaties@dekamer.be
Les publications sont imprimées exclusivement sur du papier certifié FSC	De publicaties worden uitsluitend gedrukt op FSC gecertificeerd papier

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Jules Destrée a, dès avant la première guerre mondiale, écrit au Roi ce qui suit: *“Il n’y a pas de Belges, Sire. J’entends par là que la Belgique est un État politique, fruit de la diplomatie, assez artificiellement composé, mais qu’elle n’est pas une nationalité. Quelle antithèse entre la Flandre et la Wallonie! Le sol est différent, les gens qui vivent dans ces contrées diverses sont divers comme elles et les âmes sont aussi différentes que le sont les paysages. Les activités auxquelles ils se vouèrent sont, pour les uns, agricoles et pour les autres, industrielles. Le Flamand est lent, opiniâtre, patient et discipliné; le Wallon est vif, inconstant et perpétuellement frondeur de l’autorité. Les sensibilités sont différentes: telle idée, tel récit, qui enthousiasmera les uns, laissera les autres indifférents, peut-être même leur fera horreur. (...) Le Wallon appartient à la civilisation latine et le Flamand est de culture germanique. Il y a, en Belgique, des Wallons et de Flamands; il n’y a pas de Belges. (...) En 1830, l’équilibre fut rompu au détriment des Flamands. La révolution avait été faite contre la Hollande et consolidée par l’appui de la France; ses principaux artisans étaient des Wallons.”*¹. Au cours de la dernière décennie, il est devenu de plus en plus évident que les Flamands et les Wallons ont des visions opposées sur pratiquement tous les thèmes politiques.

Qu’il s’agisse des pensions, des soins de santé, du chômage, des conditions de travail, de la justice, de la SNCB, de la réforme de la fonction publique, de la politique des étrangers ou de la réglementation de la circulation, force est toujours de constater l’existence d’une fracture communautaire patente. L’existence de l’État belge est cause de mauvaise gestion et d’un immobilisme qui ne profite en définitive ni aux Flamands ni aux Wallons et qui engendre des frustrations et une incompréhension mutuelle entre les deux communautés nationales. Il n’existe pas d’intérêt général belge, ni d’identité belge, ni de peuple belge et donc pas non plus de démocratie belge. La démocratie n’est en effet rien d’autre qu’un moyen permettant de donner corps au droit à l’autodétermination d’une communauté et dont la finalité réside dans la mise en œuvre d’une politique qui sert l’intérêt général de la communauté, la polis. La démocratie suppose l’existence d’une communauté et ne peut se développer que dans une société qui présente un minimum de cohérence et d’homogénéité au niveau des normes et des valeurs, à moins qu’on ne veuille réduire la démocratie à sa dimension formelle, c’est-à-dire à un jeu de calculs arithmétiques et de procédures.

¹ DESTREE, J. Lettre au Roi sur la séparation de la Wallonie et de la Flandre.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Reeds vóór de Eerste Wereldoorlog schreef Jules Destrée aan de koning: *“Er zijn geen Belgen, Sire. België is een politieke staat, vrucht der diplomatie. Het werd kunstmatig samengesteld, het heeft géén nationaliteit. Welke anti-thesis tussen Vlaanderen en Wallonië! De aardbodem is verschillend, de mensen die deze streken bewonen zijn anders en hunne zielen zijn zo verschillend als hunne landschappen. Hunne bedrijvigheden is voor de enen de landbouw, voor de anderen de nijverheid. De Vlaming is langzaam, hardnekkig, geduldig en ordelijk, de Waal is vlug, onbestendig en bedilziek. De gevoeligheid is anders: wat de ene geestdriftig maakt, laat de ander koud en verwekt misschien wel afkeer. (...) De Waal hoort toe aan de Latijnse beschaving en de Vlaming aan de Germaanse cultuur. Er zijn dus in België Walen en Vlamingen, er zijn géén Belgen. (...) In 1830 werd het evenwicht gebroken ten nadele der Vlamingen. De omwenteling was ontstaan tegen Holland en versterkt door de steun van Frankrijk. Haar bijzonderste bewerkers waren Walen.”*¹ Tijdens het laatste decennium is almaar duidelijker geworden dat Vlamingen en Walen er over zowat alle politieke onderwerpen tegengestelde visies op na houden.

Of het nu gaat om de pensioenen, de gezondheidszorg, de werkloosheid, de arbeidsvoorwaarden, het justitiebeleid, de NMBS, de hervorming van de ambtenarij, het vreemdelingenbeleid of de verkeersreglementering: steeds valt er een onmiskenbare communautaire breuklijn waar te nemen. Het bestaan van de Belgische staat is de oorzaak van ondeugdelijk bestuur en van een immobilisme dat uiteindelijk Vlamingen noch Walen ten goede komt en leidt tot frustratie en tot wederzijds onbegrip tussen de beide volksgemeenschappen. Er bestaat geen Belgisch algemeen belang, geen Belgische identiteit, geen Belgisch volk en dus ook geen Belgische democratie. Democratie is immers niets anders dan een middel om de zelfbeschikking van een gemeenschap gestalte te geven en waarvan de finaliteit bestaat in de ontwikkeling van een politiek die het algemeen belang van de gemeenschap, de polis, dient. Democratie vooronderstelt het bestaan van een gemeenschap en kan slechts gedijen in een samenleving die een minimum aan coherentie en homogeniteit op het vlak van normen en waarden vertoont, tenzij men democratie wil herleiden tot haar formele zijde, tot een spel van rekensommetjes en procedures.

¹ DESTREE, J. Lettre au Roi sur la séparation de la Wallonie et de la Flandre.

L'État ne constitue pas un objectif en soi, mais doit servir l'intérêt général. L'intérêt général, qui est l'objectif de l'État, constitue en même temps la légitimité de l'État au sens le plus large du terme. Or, à la lumière de ce critère, l'État belge est dépourvu de toute légitimité. En effet, Flamands et Wallons ont des besoins collectifs différents. L'État belge constitue un obstacle plutôt qu'un instrument pour résoudre d'importants problèmes sociaux. Les solutions belges sont toujours insatisfaisantes, soit pour les Flamands, soit pour les Wallons. En pratique, lorsqu'on ne peut trouver une solution satisfaisante pour les Wallons, le plus souvent, il ne se passe tout simplement rien. L'immobilisme qui en résulte est en partie à l'origine de la désaffection d'un nombre sans cesse croissant de citoyens pour la chose politique. Seule l'indépendance de la Flandre et de la Wallonie permettrait de rompre cet immobilisme et d'induire une bonne administration et un renouveau politique au vrai sens du terme.

Le fédéralisme belge n'apporte aucune plus-value. Si, conformément au principe de subsidiarité, des matières doivent être réglées à un niveau plus élevé que celui de la communauté nationale, ce règlement devrait intervenir dans le cadre d'une collaboration entre des peuples libres et souverains dans le contexte européen. En effet, la Flandre et la Wallonie n'ont pas grand-chose en commun, ce qui les distingue, en tant qu'ensemble, des autres peuples européens. Cela n'exclut d'ailleurs pas que la Flandre et la Wallonie puissent collaborer dans des domaines spécifiques sur la base de conventions entre États, si les deux communautés nationales jugent cette collaboration souhaitable. L'intégration européenne facilite davantage qu'elle ne complique le partage du patrimoine belge. Les États appelés à succéder à la Belgique, la Flandre et la Wallonie, resteront en effet dans le giron de l'Union européenne après la dissolution de l'État belge. La libre circulation des travailleurs, des biens, des services et des capitaux restera donc intégralement en vigueur.

Le seul moyen, pour le Constituant belge, de faire œuvre utile est d'arrêter dans la Constitution belge, à l'instar de ce qui s'est fait lors de la "partition de velours" de la Tchécoslovaquie en 1992/1993, une date à laquelle la Belgique cessera d'exister et de prévoir que la Flandre et la Wallonie succéderont à la Belgique en tant qu'États. Afin de ne soulever aucune objection constitutionnelle contre cette partition ordonnée de la Belgique, au cas où la dissolution inéluctable et nécessaire de la Belgique serait décidée au cours de la prochaine législature, l'ensemble de la Constitution belge doit être déclaré sujet à révision.

De Staat vormt geen doel op zich, maar moet ten dienste staan van het algemeen belang. Het algemeen belang, het doel van de staat, vormt tegelijk de legitimiteit van de staat in de meest ruime zin. Aan deze maatstaf gemeten mist de Belgische Staat elke legitimiteit. Vlamingen en Walen hebben immers andere collectieve behoeften. De Belgische staat is eerder een hinderpaal dan een instrument om tot een oplossing van belangrijke maatschappelijke problemen te komen. Belgische oplossingen zijn steeds onbevredigend, hetzij voor de Vlamingen, hetzij voor de Walen. In de praktijk is het meestal zo dat, wanneer er geen voor de Walen bevredigende oplossing kan gevonden worden, er gewoonweg niets gebeurt. Het immobilisme dat daarvan het gevolg is, is mede verantwoordelijk voor het feit dat steeds meer burgers zich van de politiek afkeren. Alleen de onafhankelijkheid van Vlaanderen en Wallonië kan het immobilisme doorbreken en kan voor een goed bestuur en voor politieke vernieuwing in de echte zin van het woord zorgen.

De Belgische federatie biedt geen enkele meerwaarde. Indien, overeenkomstig het subsidiariteitsbeginsel, aangelegenheden op een hoger niveau dan dat van de volksgemeenschap moeten geregeld worden, dient zulks in het algemeen te gebeuren in het kader van een samenwerking tussen vrije, soevereine volkeren in Europees verband. Vlaanderen en Wallonië hebben immers nauwelijks iets gemeenschappelijk wat hen als geheel van de andere Europese volkeren onderscheidt, wat overigens niet uitsluit dat er op specifieke terreinen op grond van interstatelijke verdragen tussen Vlaanderen en Wallonië samengewerkt wordt, indien de beide volksgemeenschappen dat in hun belang wenselijk achten. De Europese integratie vergemakkelijkt de Belgische boedelscheiding eerder dan ze te bemoeilijken. De opvolgerstaten Vlaanderen en Wallonië blijven immers na de ontbinding van de Belgische staat binnen het verband van de Europese Unie. Het vrij verkeer van werknemers, goederen, diensten en kapitaal blijft onverkort gelden.

De enige manier waarop de Belgische Grondwetgever zich nuttig kan maken, bestaat erin om, naar het voorbeeld van de fluwelen splitsing van Tsjecho-Slowakije in 1992/1993, in de Belgische Grondwet een datum vast te stellen waarop België ophoudt te bestaan en te bepalen dat Vlaanderen en Wallonië de opvolgerstaten van België zijn. Opdat er geen enkel grondwettelijk bezwaar zou rijzen tegen een dergelijke ordelijke opdeling van België, ingeval in de volgende legislatuur tot de onvermijdelijke en noodzakelijke ontbinding van de Belgische staat zou worden besloten, dient de volledige Belgische Grondwet voor herziening vatbaar te worden verklaard.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Articles 1^{er}, 2 et 3

Le fédéralisme belge n'est rien de plus qu'une méthode pour maintenir en vie l'État artificiel et totalement superflu qu'est la Belgique et est fondamentalement antidémocratique dès lors que la majorité flamande est mise à l'écart et qu'en tant que minorité, les Wallons peuvent bloquer toutes les décisions importantes à l'échelon fédéral. Cette forme de contrefédéralisme génère un immobilisme qui, en fin de compte, ne profite à aucune des deux communautés et entraîne une incompréhension réciproque.

Du fait de la double division en Communautés et en Régions, l'État belge est doté d'une structure institutionnelle complexe, inefficace et coûteuse, qui ne sert qu'à maintenir en vie un État artificiel et totalement superflu et qui revient toujours, fondamentalement, à nier l'existence des communautés nationales appartenant à l'union belge. La Constitution belge ne fait, par exemple, jamais mention d'un peuple flamand et d'un peuple wallon, ni des Flamands et des Wallons. Toute réforme de l'État se fonde dès lors sur les mêmes prémisses erronées. Par suite de l'attribution de compétences aux communautés, les Wallons, de par leur appartenance à la Communauté française, ont leur mot à dire sur les matières personnalisables concernant Bruxelles, alors qu'à nos yeux, Bruxelles fait partie intégrante de la Flandre et la Wallonie n'a aucune prétention à faire valoir à cet égard. Quant à l'attribution de compétences aux régions, qui place la Région de Bruxelles-Capitale sur le même pied que les Régions flamande et wallonne, elle n'a cessé d'éloigner Bruxelles de la Flandre et a fait en sorte que les néerlandophones de la capitale sont totalement livrés à la majorité francophone. Qui plus est, les communes faisant partie de la région de langue allemande relèvent, pour ce qui concerne les matières régionales, de la province de Liège et, par conséquent, de la Région wallonne, tant et si bien que tout transfert de compétences du niveau fédéral aux régions implique une "wallonisation" des communes germanophones, avec toutes les conséquences qui s'ensuivent, notamment en matière de respect des lois linguistiques.

Dans notre optique, la révision de la Constitution qui interviendra au cours de la prochaine législature doit déboucher sur la dissolution de la pseudo-fédération belge et sur l'accession à la souveraineté des communautés nationales qui font encore partie de l'État Belgique. Quand elles seront devenues souveraines, les communautés nationales devront elles-mêmes décider, sur une base volontaire et sur la base de l'égalité

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Artikel 1, 2 en 3

Het Belgische federalisme is niet meer dan een methode om de kunstmatige en volstrekte overbodige Belgische staat in stand te houden en is fundamenteel ondemocratisch omdat de Vlaamse meerderheid erdoor opzij gezet wordt en de Walen als minderheidsvolk alle belangrijke beslissingen op federaal vlak kunnen blokeren. Deze vorm van contrafederalisme zorgt voor een immobilisme dat uiteindelijk geen van beide volksgemeenschappen ten goede komt en leidt tot wederzijds onbegrip.

Door de dubbele indeling in Gemeenschappen en Gewesten heeft de Belgische staat een ingewikkelde, inefficiënte en geldverslindende institutionele structuur die enkel dienstig is aan de instandhouding van de kunstmatige en volstrekt overbodige Belgische staat en in wezen nog steeds neerkomt op de negatie van de tot het Belgische staatsverband behorende volksgemeenschappen. Nergens wordt er in de Belgische Grondwet gewag gemaakt van bijvoorbeeld een Vlaams en een Waals volk of van Vlamingen en Walen. Elke staats-hervorming vertrekt dan ook vanuit dezelfde verkeerde premissen. Door de toekenning van bevoegdheden aan de Gemeenschappen krijgen de Walen, door het feit dat ze behoren tot de Franse Gemeenschap, zeggenschap over persoonsgebonden aangelegenheden met betrekking tot Brussel, dat in de visie van de indieners integraal deel uitmaakt van Vlaanderen en waarop Wallonië geen enkele aanspraak kan maken. De toekenning van bevoegdheden aan de Gewesten, waarbij het Brussels Hoofdstedelijk Gebied op voet van gelijkheid met het Vlaamse en het Waalse Gewest wordt behandeld, heeft er anderzijds toe geleid dat Brussel steeds verder uit Vlaanderen losgeweekt wordt en dat de Nederlandstaligen in de hoofdstad volledig overgeleverd zijn aan de Franstalige meerderheid. Bovendien maken de gemeenten die behoren tot het Duitse taalgebied, wat gewestaangelegenheden betreft, deel uit van de provincie Luik en derhalve van het Waalse Gewest zodat elke overdracht van bevoegdheden van het federale niveau naar de Gewesten, een 'verwaalsing' van de Duitstalige gemeenten inhoudt, met alle gevolgen van dien voor onder andere de naleving van de taalwetgeving.

De grondwetsherziening tijdens de volgende legislatuur moet in de visie van de indieners leiden tot de ontbinding van de Belgische pseudo-federatie en tot de verwerving van soevereiniteit door de volksgemeenschappen die thans nog deel uitmaken van het Belgische staatsverband. De aldus soeverein geworden volksgemeenschappen moeten zelf beslissen of zij op grond van vrijwilligheid en op voet van soevereine

souveraine, si elles souhaitent s'engager dans des structures confédérales avec d'autres entités étatiques. Évidemment, les constitutions qui seront élaborées par les États souverains nés de la dissolution de l'État belge se substitueront à la Constitution belge, qui n'aura plus aucune force juridique.

Article 4

Lorsque les communautés nationales faisant actuellement partie de l'État belge seront devenues souveraines, elles décideront elles-mêmes du statut de leur territoire.

Articles 5 et 6

Les communautés nationales souveraines détermineront elles-mêmes les divisions et subdivisions de leur territoire.

Article 7

Les communautés souveraines décideront elles-mêmes si les limites de leur territoire national et celles de ses subdivisions seront fixées par leur Constitution ou si cette matière sera réglée par la loi, au sens formel.

Article 7bis

Les communautés souveraines décideront elles-mêmes de leurs objectifs de politique générale.

Articles 8 et 9

Il n'existe pas de nation belge et, par conséquent, pas de nationalité belge. Les communautés souveraines détermineront elles-mêmes les règles relatives à l'acquisition, à la conservation et à la perte de leur nationalité. Il appartient aux communautés souveraines de déterminer les conditions d'exercice des droits politiques et du droit de vote.

gelijkwaardigheid confederale samenwerkingsverbanden wensen aan te gaan met andere statelijke entiteiten. Uiteraard treden de op te stellen grondwetten van de door de ontbinding van het Belgische staatsverband ontstane soevereine staten in de plaats van de Belgische Grondwet die zal ophouden enige rechtskracht te bezitten.

Artikel 4

Als de thans tot het Belgische staatsverband behorende volksgemeenschappen soeverein geworden zijn, zullen ze zelf beslissen over het statuut van hun grondgebied.

Artikel 5 en 6

De soevereine volksgemeenschappen zullen zelf de binnenstatelijke territoriale indeling van hun grondgebied bepalen.

Artikel 7

De soevereine volksgemeenschappen zullen zelf beslissen of hun staatsgrenzen en territoriale verdeelingsgrenzen door hun grondwet geregeld worden dan wel dat deze aangelegenheid bij de wet in formele zin dient geregeld te worden.

Artikel 7bis

De soevereine volksgemeenschappen zullen zelf beslissen over hun algemene beleidsdoelstellingen.

Artikel 8 en 9

Er bestaat geen Belgische natie en derhalve geen Belgische nationaliteit. De soevereine volksgemeenschappen zullen zelf de regels bepalen volgens dewelke hun nationaliteit wordt verkregen, behouden en verloren. Het komt aan de soevereine volksgemeenschappen toe om de voorwaarden te bepalen waaraan voldaan moet worden om de politieke rechten zoals het stemrecht te kunnen uitoefenen.

Articles 10, 11, 11*bis*, 12, 13, 14, 14*bis*, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 22, 22*bis*, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29

Il appartient aux communautés souveraines de décider des droits fondamentaux de leurs ressortissants.

Article 21

Il appartient aux communautés souveraines de décider des droits fondamentaux de leurs ressortissants. Il relève également de leur compétence de régler le statut du mariage civil et du mariage religieux.

Article 30

Les communautés souveraines déterminent elles-mêmes, si elles le souhaitent, les règles relatives à l'emploi des langues sur leur territoire.

Article 31

Les communautés souveraines peuvent déterminer elles-mêmes les conditions relatives à l'exercice de poursuites contre des fonctionnaires publics, y compris des ministres de leurs gouvernements.

Article 32

Si elles le souhaitent, les communautés souveraines fixent elles-mêmes les règles relative à la publicité de l'administration.

Articles 33 et 34

Il appartient aux communautés souveraines de déterminer la manière dont les pouvoirs sont exercés ainsi que la manière dont l'exercice de ces pouvoirs peut être conféré à des institutions de droit international public.

Article 35

Le transfert de souveraineté aux communautés vide cet article de sa substance.

Artikel 10, 11, 11*bis*, 12, 13, 14, 14*bis*, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 22, 22*bis*, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29

Het komt aan de soevereine volksgemeenschappen toe om te beslissen over de fundamentele rechten van hun onderdanen.

Artikel 21

Het komt aan de soevereine volksgemeenschappen toe om te beslissen over de fundamentele rechten van hun onderdanen. Het behoort eveneens tot hun bevoegdheid om de status van het burgerlijke en kerkelijke huwelijk te regelen.

Artikel 30

De soevereine volksgemeenschappen stellen, indien zij dat wensen, zelf regels vast met betrekking tot het taalgebruik op hun grondgebied.

Artikel 31

De soevereine volksgemeenschappen kunnen zelf de voorwaarden bepalen waaronder vervolging kan ingesteld worden tegen openbare ambtenaren, met inbegrip van de ministers van hun regeringen.

Artikel 32

De soevereine volksgemeenschappen stellen desgewenst zelf regels vast met betrekking tot de openbaarheid van bestuur.

Artikel 33 en 34

Het komt aan de soevereine volksgemeenschappen toe om te bepalen op welke wijze de machten worden uitgeoefend en op welke wijze de uitoefening ervan kan overgedragen worden aan volkenrechtelijke instellingen.

Artikel 35

De soevereiniteitsoverdracht aan de volksgemeenschappen ontnemt aan dit artikel elke betekenis.

Article 36

Il appartient au constituant des communautés souveraines de régler l'exercice du pouvoir législatif.

Article 37

Il appartient au constituant des communautés souveraines de régler l'exercice du pouvoir exécutif.

Articles 38 et 39

Le transfert de souveraineté aux communautés vide ces articles de leur substance.

Article 39*bis*

Il appartient aux communautés souveraines de décider si et à quelles conditions elles permettent l'organisation de consultations populaires.

Article 39*ter*

Il appartient aux communautés souveraines de fixer les règles pour l'élection de leurs organes représentatifs et de décider si des modifications de ces règles qui sont promulguées moins d'un an avant cette élection, peuvent ou non entrer en vigueur au cours de l'année qui précède cette élection.

Article 40

Il appartient au constituant des communautés souveraines de régler l'exercice du pouvoir judiciaire.

Article 41

Les communautés souveraines déterminent elles-mêmes les compétences, les règles de fonctionnement et le mode d'élection des organes représentatifs des corps publics décentralisés.

Artikel 36

Het komt aan de grondwetgevende instellingen van de soevereine volksgemeenschappen toe om de uitoefening van de wetgevende macht te regelen.

Artikel 37

Het komt aan de grondwetgevende instellingen van de soevereine volksgemeenschappen toe om de uitoefening van de uitvoerende macht te regelen.

Artikel 38 en 39

De soevereiniteitsoverdracht aan de volksgemeenschappen ontnemt aan deze artikels elke betekenis.

Artikel 39*bis*

Het komt aan de soevereine volksgemeenschappen toe te bepalen of en onder welke voorwaarden zij volksraadplegingen mogelijk maken.

Artikel 39*ter*

Het komt aan de soevereine volksgemeenschappen toe de regels vast te stellen voor de verkiezing van hun vertegenwoordigende organen en te bepalen of wijzigingen van deze regels die minder dan een jaar vóór deze verkiezing zijn afgekondigd, al dan niet in werking kunnen treden tijdens het jaar dat voorafgaat aan deze verkiezing.

Artikel 40

Het komt aan de grondwetgevende instellingen van de soevereine volksgemeenschappen toe om de uitoefening van de rechterlijke macht te regelen.

Artikel 41

De soevereine volksgemeenschappen stellen zelf de bevoegdheden, de werkingsregels en de wijze van verkiezing vast van de vertegenwoordigende organen van de gedecentraliseerde openbare lichamen.

Article 42

Il appartient aux communautés souveraines de régler la représentation de la nation.

Article 43

Le transfert de souveraineté aux communautés souveraines ôte toute signification à cet article.

Articles 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59 et 60

Il appartient au constituant des communautés souveraines de régler les compétences et les travaux des mandataires qui constituent la représentation de la nation ainsi que les droits et devoirs, les responsabilités, les compétences, les activités et la succession du chef de l'État.

Articles 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72 et 73

Les communautés souveraines déterminent elles-mêmes la composition, le mode d'élection et la périodicité du renouvellement de leur parlement, ainsi que les conditions auxquelles le droit de vote actif et passif peut être exercé. Elles déterminent également les avantages matériels dont les membres du parlement bénéficient du chef de leur mandat.

Articles 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83 et 84

Les communautés souveraines déterminent le mode d'établissement des lois, au sens formel.

Articles 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94 et 95

Il appartient au constituant des communautés souveraines de décider qui est le chef de l'État, de déterminer les droits, les devoirs, les responsabilités, les compétences et les activités de celui-ci et de régler sa succession.

Artikel 42

Het komt aan de soevereine volksgemeenschappen toe om de vertegenwoordiging van de natie te regelen.

Artikel 43

Aan dit artikel wordt door de soevereiniteitsoverdracht aan de volksgemeenschappen elke betekenis ontnomen.

Artikel 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59 en 60

Het komt aan de grondwetgevende instellingen van de soevereine volksgemeenschappen toe om de bevoegdheden en werkzaamheden van de vertegenwoordiging van de natie te regelen, alsmede de rechten en plichten, verantwoordelijkheden, bevoegdheden, werkzaamheden en de opvolging van het staatshoofd te regelen.

Artikel 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72 en 73

De soevereine volksgemeenschappen bepalen zelf de samenstelling, de wijze van verkiezing en de periodiciteit van de vernieuwing van hun volksvertegenwoordiging, alsook de voorwaarden waaronder het actieve en passieve kiesrecht kunnen uitgeoefend worden. Zij bepalen tevens de materiële voordelen die de leden van de volksvertegenwoordiging uit hoofde van hun mandaat genieten.

Artikel 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83 en 84

De soevereine volksgemeenschappen bepalen de wijze van totstandkoming van wetten in formele zin.

Artikel 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94 en 95

Het komt aan de grondwetgevende instellingen van de soevereine volksgemeenschappen toe om te bepalen wie het staatshoofd is en om de rechten, plichten, verantwoordelijkheden, bevoegdheden en werkzaamheden van het staatshoofd te bepalen en de opvolging van het staatshoofd te regelen.

Articles 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103 et 104

Il appartient au constituant des communautés souveraines de régler la composition du gouvernement et du Conseil des ministres, et de définir les conditions de nomination, les attributions, les devoirs et les activités (des membres) du gouvernement et du Conseil des ministres.

Articles 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113 et 114

Il appartient au constituant des communautés souveraines de décider qui est le chef de l'État et de déterminer les droits, les devoirs, les responsabilités, les compétences et les activités de celui-ci.

Articles 115, 116, 117, 118, 118*bis*, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125 ET 126

Le transfert de souveraineté aux communautés vide ces articles de leur sens. Les communautés souveraines décideront elles-mêmes de la division interne de leur territoire, de la manière dont seront constitués les organes représentatifs et exécutifs des collectivités publiques décentralisées, ainsi que des avantages matériels dont les membres de ces organes bénéficieront en raison de leur mandat.

Articles 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 135*bis*, 136, 137, 138, 139 et 140

Le transfert de souveraineté aux communautés ôte tout sens à ces articles, qui se rapportent aux compétences des Communautés et des Régions. Les communautés souveraines définiront elles-mêmes les compétences des organes des collectivités publiques décentralisées.

Articles 141 et 143

Le transfert de souveraineté aux communautés ôte tout sens à ces articles, qui portent sur le règlement des conflits de compétence et d'intérêts entre l'État fédéral, les Communautés et les Régions.

Artikel 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103 en 104

Het komt aan de grondwetgevende instellingen van de soevereine volksgemeenschappen toe om de samenstelling van de regering en de ministerraad te regelen, alsmede de benoeming, de bevoegdheden, de plichten en de werkzaamheden van (de leden van) de regering en de ministerraad te bepalen.

Artikel 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113 en 114

Het komt aan de grondwetgevende instellingen van de soevereine volksgemeenschappen toe om te bepalen wie het staatshoofd is en wat de rechten, plichten, verantwoordelijkheden, bevoegdheden en werkzaamheden van het staatshoofd zijn.

Artikel 115, 116, 117, 118, 118*bis*, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126

Door de soevereiniteitsoverdracht aan de volksgemeenschappen wordt aan deze artikels elke betekenis ontnomen. De soevereine volksgemeenschappen zullen zelf de binnenstatelijke territoriale indeling van hun grondgebied bepalen, alsmede de wijze van samenstelling van de vertegenwoordigende en uitvoerende organen van de gedecentraliseerde openbare lichamen regelen en de materiële voordelen vaststellen die de leden van deze organen uit hoofde van hun mandaat genieten.

Artikel 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 135*bis*, 136, 137, 138, 139 en 140

De soevereiniteitsoverdracht aan de volksgemeenschappen ontnemt elke betekenis aan deze artikels, die betrekking hebben op de bevoegdheden van de Gemeenschappen en de Gewesten. De soevereine volksgemeenschappen zullen zelf de bevoegdheden omschrijven van de organen van de gedecentraliseerde openbare lichamen.

Artikel 141 en 143

De soevereiniteitsoverdracht aan de volksgemeenschappen ontnemt aan deze artikels, die op de regeling van bevoegdheids- en belangenconflicten tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten zien, elke betekenis.

Article 142

Le transfert de souveraineté aux communautés ôte son sens à cet article, dans la mesure où il porte sur le rôle de la Cour constitutionnelle dans le règlement des conflits de compétence et d'intérêts entre l'État fédéral, les Communautés et les Régions. Il appartient par ailleurs aux communautés souveraines de juger de l'opportunité de la création d'une cour constitutionnelle et, le cas échéant, de définir les compétences d'une telle cour, ainsi que l'étendue et l'intensité du contrôle constitutionnel exercé par cette instance.

Articles 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 157, 158 et 159

Les communautés souveraines déterminent la composition du pouvoir judiciaire, ainsi que les modalités d'institution, les compétences et les activités des juridictions qui en dépendent. Elles règlent également le mode de nomination des juges et leur statut. Elles ont la même compétence à l'égard des fonctionnaires du ministère public.

Article 156

Il appartient aux communautés souveraines de diviser leur territoire en ressorts.

Article 157bis

Les communautés souveraines fixeront les éléments essentiels concernant l'emploi des langues en matière judiciaire dans les différents arrondissements judiciaires.

Articles 160 et 161

Il appartient aux communautés souveraines d'établir des juridictions administratives et d'en déterminer la composition, les compétences et le fonctionnement.

Articles 162, 163, 164, 165 et 166

Les communautés souveraines déterminent la division territoriale interne de leur territoire, le mode de composition des organes représentatifs et exécutifs

Artikel 142

De soevereiniteitsoverdracht aan de volksgemeenschappen ontnemt aan dit artikel zijn betekenis, voor zover het de rol van het Grondwettelijk Hof met betrekking tot de beslechting van bevoegdheidsconflicten tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreft. Het komt anderzijds aan de soevereine volksgemeenschappen toe om te oordelen over de wenselijkheid van de oprichting van een constitutioneel hof en om, in voorkomend geval, de bevoegdheden van een dergelijk hof en de omvang en de intensiteit van de grondwettelijke toetsing door deze instantie te bepalen.

Artikel 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 157, 158 en 159

De soevereine volksgemeenschappen bepalen de samenstelling van de rechterlijke macht, alsook de wijze van instelling, de bevoegdheden en de werkzaamheden van de gerechten die daartoe behoren. Zij regelen tevens de wijze van benoeming van de rechters en hun rechtspositie. Dezelfde bevoegdheid hebben zij ten aanzien van de ambtenaren van het openbaar ministerie.

Artikel 156

Het komt aan de soevereine volksgemeenschappen toe hun grondgebied in rechtsgebieden in te delen.

Artikel 157bis

De soevereine volksgemeenschappen zullen de essentiële elementen vaststellen met betrekking tot het gebruik der talen in gerechtszaken in de verschillende gerechtelijke arrondissementen.

Artikel 160 en 161

Het komt aan de soevereine volksgemeenschappen toe administratieve rechtscolleges in te stellen en er de samenstelling, de bevoegdheden en de werkzaamheden van te bepalen.

Artikel 162, 163, 164, 165 en 166

De soevereine volksgemeenschappen bepalen de binnenstatelijke territoriale indeling van hun grondgebied, de wijze van samenstelling van de

des collectivités publiques décentralisées ainsi que les compétences et le fonctionnement de ces organes.

Articles 167, 168 et 169

Il appartient au constituant des communautés souveraines de régler la gestion des relations extérieures.

Article 168*bis*

Il appartient au constituant des communautés souveraines de déterminer les modalités relatives à l'élection de leurs représentants au Parlement européen.

Articles 170, 171, 172 et 173

Il appartient au constituant des communautés souveraines de déterminer la manière dont les impôts sont établis et perçus au profit de l'État et/ou des collectivités publiques décentralisées.

Article 174

Les communautés souveraines fixent les règles concernant l'établissement du budget et des comptes.

Articles 175, 176, 177 et 178

Il appartient aux communautés souveraines de fixer le système de financement par l'État des collectivités publiques décentralisées.

Articles 179 et 181

Les communautés souveraines fixent les règles relatives aux pensions.

Article 180

Il appartient au constituant des communautés souveraines d'instituer un organe chargé du contrôle des finances des administrations publiques et de fixer les compétences de cet organe.

vertegenwoordigende en uitvoerende organen van de gedecentraliseerde openbare lichamen, alsmede de bevoegdheden en de werkzaamheden van deze organen.

Artikel 167, 168 en 169

Het komt aan de grondwetgevende instellingen van de soevereine volksgemeenschappen toe de behartiging van de buitenlandse betrekkingen te regelen.

Artikel 168*bis*

Het komt aan de soevereine volksgemeenschappen toe de modaliteiten te bepalen voor de verkiezing van hun afgevaardigden in het Europese Parlement.

Artikel 170, 171, 172 en 173

Het komt aan de grondwetgevende instellingen van de soevereine volksgemeenschappen toe te bepalen hoe de belastingen ten behoeve van de staat en/of de gedecentraliseerde openbare lichamen vastgesteld en geïnd worden.

Artikel 174

De soevereine volksgemeenschappen stellen regels vast met betrekking tot de opmaak van de begroting en de rekening.

Artikel 175, 176, 177 en 178

Het komt aan de soevereine volksgemeenschappen toe om regels vast te stellen met betrekking tot de financiering door de staat van de gedecentraliseerde openbare lichamen.

Artikel 179 en 181

De soevereine volksgemeenschappen bepalen hoe de pensioenen geregeld worden.

Artikel 180

Het komt aan de grondwetgevende instellingen van de soevereine volksgemeenschappen toe om een orgaan in te stellen dat belast is met de controle op de financiën van de openbare besturen en om de bevoegdheden van dat orgaan te bepalen.

Articles 182, 183, 184 et 186

Les communautés souveraines ont le pouvoir de fixer la composition des forces armées et de déterminer les droits et obligations des militaires.

Article 185

Il appartient au constituant des communautés souveraines de déterminer à quelles conditions des troupes étrangères peuvent être admises sur le territoire de la nation pour assurer la sécurité de celle-ci, et à quelles conditions des traités internationaux en matière de sécurité peuvent être conclus avec d'autres nations..

Articles 187 et 188

En raison du transfert de souveraineté, la Constitution belge n'a plus aucune force juridique. Il appartient au constituant des communautés souveraines de garantir l'inviolabilité et l'application de leur propre Constitution.

Article 189

Il appartient au constituant des communautés souveraines de déterminer les langues dans lesquelles leur Constitution sera établie.

Article 190

Il appartient au constituant des communautés souveraines de déterminer, au sens formel et matériel, le mode de publication officielle et d'entrée en vigueur des lois.

Article 191

Il appartient au constituant des communautés souveraines de déterminer les droits des étrangers, dans le respect des traités internationaux.

Article 192

Il appartient au constituant des communautés souveraines d'imposer un serment et d'en déterminer la formule.

Artikel 182, 183, 184 en 186

De soevereine volksgemeenschappen hebben de bevoegdheid de samenstelling van de gewapende macht te bepalen en de rechten en verplichtingen van de militairen vast te stellen.

Artikel 185

Het komt aan de grondwetgevende instellingen van de soevereine volksgemeenschappen toe te bepalen onder welke voorwaarden ter beveiliging van de natie vreemde troepen kunnen toegelaten worden tot het grondgebied en onder welke voorwaarden internationale veiligheidsverdragen met andere naties kunnen gesloten worden.

Artikel 187 en 188

De Belgische Grondwet houdt door de soevereiniteitsoverdracht aan de volksgemeenschappen op enige rechtskracht te bezitten. Het komt aan de grondwetgevende instellingen van de soevereine volksgemeenschappen toe de onschendbaarheid en de toepassing van hun eigen grondwet te waarborgen.

Artikel 189

Het komt aan de grondwetgevende instellingen van de soevereine volksgemeenschappen toe te bepalen in welke talen hun grondwet moet gesteld zijn.

Artikel 190

Het komt aan de grondwetgevende instellingen van de soevereine volksgemeenschappen toe de wijze van bekendmaking en inwerkingtreding van wetten in formele en materiële zin te regelen.

Artikel 191

Het komt aan de soevereine volksgemeenschappen toe om, met inachtneming van de internationale verdragen die hen binden, de rechten van vreemdelingen te bepalen.

Artikel 192

Het behoort tot de bevoegdheid van de soevereine volksgemeenschappen een eed op te leggen en er de formule van vast te stellen.

Article 193

Il appartient au constituant des communautés souveraines de déterminer leurs symboles officiels.

Article 194

Il appartient au constituant des communautés souveraines de déterminer leur capitale et le siège de leur gouvernement.

Articles 195, 196, 197 et 198

Il appartient au constituant des communautés souveraines de déterminer les modalités à respecter pour modifier leur Constitution.

Artikel 193

De soevereine volksgemeenschappen bepalen wat hun officiële symbolen zijn.

Artikel 194

Het komt aan de soevereine volksgemeenschappen toe hun hoofdstad en de zetel van hun regering te bepalen.

Artikel 195, 196, 197 en 198

Het komt aan de grondwetgevende instellingen van de soevereine volksgemeenschappen toe nadere regels te geven voor de wijziging van hun grondwet.

Barbara PAS (VB)
Gerolf ANNEMANS (VB)
Rita DE BONT (VB)

PROPOSITION DE DÉCLARATION

Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision des dispositions suivantes de la Constitution:

Article 1^{er}
Article 2
Article 3
Article 4
Article 5
Article 6
Article 7
Article 7*bis*
Article 8
Article 9
Article 10
Article 11
Article 11*bis*
Article 12
Article 13
Article 14
Article 14*bis*
Article 15
Article 16
Article 17
Article 18
Article 19
Article 20
Article 21
Article 22
Article 22*bis*
Article 23
Article 24
Article 25
Article 26
Article 27
Article 28
Article 29
Article 30
Article 31
Article 32
Article 33
Article 34
Article 35
Article 36
Article 37
Article 38
Article 39
Article 39*bis*
Article 39*ter*
Article 40
Article 41
Article 42
Article 43
Article 44
Article 45

VOORSTEL VAN VERKLARING

De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van de volgende bepalingen van de Grondwet:

Artikel 1
Artikel 2
Artikel 3
Artikel 4
Artikel 5
Artikel 6
Artikel 7
Artikel 7*bis*
Artikel 8
Artikel 9
Artikel 10
Artikel 11
Artikel 11*bis*
Artikel 12
Artikel 13
Artikel 14
Artikel 14*bis*
Artikel 15
Artikel 16
Artikel 17
Artikel 18
Artikel 19
Artikel 20
Artikel 21
Artikel 22
Artikel 22*bis*
Artikel 23
Artikel 24
Artikel 25
Artikel 26
Artikel 27
Artikel 28
Artikel 29
Artikel 30
Artikel 31
Artikel 32
Artikel 33
Artikel 34
Artikel 35
Artikel 36
Artikel 37
Artikel 38
Artikel 39
Artikel 39*bis*
Artikel 39*ter*
Artikel 40
Artikel 41
Artikel 42
Artikel 43
Artikel 44
Artikel 45

Article 46
Article 47
Article 48
Article 49
Article 50
Article 51
Article 52
Article 53
Article 54
Article 55
Article 56
Article 57
Article 58
Article 59
Article 60
Article 61
Article 62
Article 63
Article 64
Article 65
Article 66
Article 67
Article 68
Article 69
Article 70
Article 71
Article 72
Article 73
Article 74
Article 75
Article 76
Article 77
Article 78
Article 79
Article 80
Article 81
Article 82
Article 83
Article 84
Article 85
Article 86
Article 87
Article 88
Article 89
Article 90
Article 91
Article 92
Article 93
Article 94
Article 95
Article 96
Article 97
Article 98
Article 99
Article 100
Article 101

Artikel 46
Artikel 47
Artikel 48
Artikel 49
Artikel 50
Artikel 51
Artikel 52
Artikel 53
Artikel 54
Artikel 55
Artikel 56
Artikel 57
Artikel 58
Artikel 59
Artikel 60
Artikel 61
Artikel 62
Artikel 63
Artikel 64
Artikel 65
Artikel 66
Artikel 67
Artikel 68
Artikel 69
Artikel 70
Artikel 71
Artikel 72
Artikel 73
Artikel 74
Artikel 75
Artikel 76
Artikel 77
Artikel 78
Artikel 79
Artikel 80
Artikel 81
Artikel 82
Artikel 83
Artikel 84
Artikel 85
Artikel 86
Artikel 87
Artikel 88
Artikel 89
Artikel 90
Artikel 91
Artikel 92
Artikel 93
Artikel 94
Artikel 95
Artikel 96
Artikel 97
Artikel 98
Artikel 99
Artikel 100
Artikel 101

Article 102
Article 103
Article 104
Article 105
Article 106
Article 107
Article 108
Article 109
Article 110
Article 111
Article 112
Article 113
Article 114
Article 115
Article 116
Article 117
Article 118
Article 118*bis*
Article 119
Article 120
Article 121
Article 122
Article 123
Article 124
Article 125
Article 126
Article 127
Article 128
Article 129
Article 130
Article 131
Article 132
Article 133
Article 134
Article 135
Article 135*bis*
Article 136
Article 137
Article 138
Article 139
Article 140
Article 141
Article 142
Article 143
Article 144
Article 145
Article 146
Article 147
Article 148
Article 149
Article 150
Article 151
Article 152
Article 153
Article 154
Article 155

Artikel 102
Artikel 103
Artikel 104
Artikel 105
Artikel 106
Artikel 107
Artikel 108
Artikel 109
Artikel 110
Artikel 111
Artikel 112
Artikel 113
Artikel 114
Artikel 115
Artikel 116
Artikel 117
Artikel 118
Artikel 118*bis*
Artikel 119
Artikel 120
Artikel 121
Artikel 122
Artikel 123
Artikel 124
Artikel 125
Artikel 126
Artikel 127
Artikel 128
Artikel 129
Artikel 130
Artikel 131
Artikel 132
Artikel 133
Artikel 134
Artikel 135
Artikel 135*bis*
Artikel 136
Artikel 137
Artikel 138
Artikel 139
Artikel 140
Artikel 141
Artikel 142
Artikel 143
Artikel 144
Artikel 145
Artikel 146
Artikel 147
Artikel 148
Artikel 149
Artikel 150
Artikel 151
Artikel 152
Artikel 153
Artikel 154
Artikel 155

Article 156
Article 157
Article 157*bis*
Article 158
Article 159
Article 160
Article 161
Article 162
Article 163
Article 164
Article 165
Article 166
Article 167
Article 168
Article 168*bis*
Article 169
Article 170
Article 171
Article 172
Article 173
Article 174
Article 175
Article 176
Article 177
Article 178
Article 179
Article 180
Article 181
Article 182
Article 183
Article 184
Article 185
Article 186
Article 187
Article 188
Article 189
Article 190
Article 191
Article 192
Article 193
Article 194
Article 195
Article 196
Article 197
Article 198

6 février 2014

Artikel 156
Artikel 157
Artikel 157*bis*
Artikel 158
Artikel 159
Artikel 160
Artikel 161
Artikel 162
Artikel 163
Artikel 164
Artikel 165
Artikel 166
Artikel 167
Artikel 168
Artikel 168*bis*
Artikel 169
Artikel 170
Artikel 171
Artikel 172
Artikel 173
Artikel 174
Artikel 175
Artikel 176
Artikel 177
Artikel 178
Artikel 179
Artikel 180
Artikel 181
Artikel 182
Artikel 183
Artikel 184
Artikel 185
Artikel 186
Artikel 187
Artikel 188
Artikel 189
Artikel 190
Artikel 191
Artikel 192
Artikel 193
Artikel 194
Artikel 195
Artikel 196
Artikel 197
Artikel 198

6 februari 2014

Barbara PAS (VB)
Gerolf ANNEMANS (VB)
Rita DE BONT (VB)